

peuple et culture

numéro 19 - juillet 1998

la lettre de

Dossier Festival "Mix'Up !"
Les pratiques culturelles
espaces de subversion,
espaces de construction

*Les perspectives du temps libéré par
la réduction du temps de travail
De l'aptitude au temps libéré
Une vision et un discours sur la société
Des livres en campagne*



ÉDITO

2-3

DOSSIER

**Pratiques culturelles :
espaces de subversion,
espaces de construction**Pour un aggiornamento
de l'éducation populaire 4-7**Manuel Boucher**

Un refus radical 7

Baptiste MarreyMener le combat pour une
autre politique culturelle 8-10**Compte-rendu du festival Mix'Up**Pera, expression
des lascar 11-12**Manuel Boucher**

Petite apologie du vide 13

Hugues Bazin

REFLETS

Les perspectives du temps
libéré par la réduction du
temps de travail 14-15**Compte-rendu de la séance
thématique de l'assemblée générale**De l'aptitude
au temps libre 16-17**André Gorz**Une vision et un discours
sur la société 18-19**Grands axes du rapport d'orientation
1998-2000**

Des livres en campagne 20

Geneviève Espeut

En prise avec l'actualité 21

BREVES 22-23Hommage à
Raymond Mariet 23**Maurice Lefeuve**

ÉDITO

Le besoin
d'éducation populaire se
manifeste à nouveau : c'est une
bonne nouvelle ! Après la
reconstruction du pays à la fin de
la guerre, après l'insolent
développement des Trente
Glorieuses, l'éducation populaire
se rappelle à nous, porteuse du
sens et de la ferveur qui nous ont
collectivement fait défaut dans
l'aveuglement engendré par
l'incroyable apport du progrès
scientifique et économique de ce
demi-siècle.

Ce constat, nous l'avons fait
depuis quelques années déjà,
par nos analyses, au sein de
notre mouvement. Qu'il s'agisse
d'actions internationales, de
culture, de formation ou de
développement local, nous
avons déjà constaté que pour
fonctionner, nos associations
avaient besoin d'un autre
combustible que du seul argent
des subventions :

- l'analyse des politiques
publiques de la formation des
adultes (Université d'automne à
Sète), de la promotion sociale
des lois Debré à l'insertion par
l'emploi de la loi quinquennale
89/93, met en évidence cette
dégradation des ambitions
initiales ;
- le regard que nous portons sur

le fantastique développement culturel en France, ne nous empêche pas de constater la persistance de graves déficits en matière d'égalité d'accès à la culture et au savoir ;

- nous savons que nous ne pouvons plus nous enfermer dans les frontières de notre territoire hexagonal, tant notre avenir est dépendant des coopérations européennes, et interdépendant du développement des pays du Sud.

Même si des moyens conséquents ont été engagés dans le développement des politiques publiques, nous savons désormais qu'ils ne seront jamais suffisants. Cela donne des responsabilités au secteur associatif en général et à notre mouvement en particulier. Les associations peuvent être ce lieu moteur d'un nouveau mode de développement : l'économie sociale et solidaire.

C'est pourquoi nous avons le devoir de préserver et de promouvoir largement cette exception associative française qui fait l'originalité de notre pays.

C'est pourquoi nous allons reprendre notre place dans le débat sur les possibilités de libération ouvertes par l'augmentation du temps libre.

C'est le sens de la motion que vient de voter pour deux ans notre assemblée générale. Il nous revient de la mettre en œuvre pour marquer de notre empreinte ce siècle finissant.

Cécil Guitart ■

La Lettre de Peuple et Culture.
N° 19 tiré à 2 500 exemplaires.

Directeur de publication :
Cécil Guitart
Conseillère de la rédaction :
Corinne Baudelot
Secrétariat de rédaction
et maquette :
Catherine Beaumont
Illustration couverture : Patrice Rivier
Photos : Hondo
Impression : Autographe, Paris 20^{ème}
ISSN : 1259-2331

Peuple et Culture
108-110 rue Saint Maur
75011 Paris
Tél. : 01 49 29 42 80
Fax : 01 43 57 62 42
E-mail : unionpec@imaginet.fr

Pratiques culturelles : espaces de subversion, espaces de construction ?

Tel était l'intitulé de la table-ronde organisée dans le cadre du festival Mix'Up les 2-3 et 4 avril dernier à l'initiative de Mix'Cité', association affiliée à Peuple et Culture Haute-Normandie.

Il s'agissait de faire l'état des lieux des nombreuses initiatives d'acteurs (en particulier dans le champ des musiques actuelles) qui, à travers l'action culturelle, refusent de se soumettre aux seules lois du marché et n'acceptent pas le conformisme culturel, le repli sur soi, ni l'instrumentalisation. Et de penser la subversion comme espace de construction pouvant augmenter notre capacité d'action.

1 - Cette association, créée en 1993, favorise les relations sociales, la convivialité, mais aussi la subversion et le développement du libre arbitre de chacun en valorisant le dynamisme culturel et artistique d'une société multiculturelle.

Pour un de

ous plaçant en continuum du manifeste de Peuple et Culture de 1945, conscient de la force axiologique que celui-ci représente pour la genèse et la dynamique du mouvement d'éducation populaire, il nous paraît cependant important d'en faire une relecture. A la veille de l'an 2000, il s'agit de revenir aux

* Texte écrit pour l'introduction du festival Mix'Up par Manuel Boucher, président de Mix'Cité et responsable du développement culturel de Peuple et Culture Haute-Normandie.

sources idéologiques et d'opérer une réflexion critique sur notre patrimoine culturel et historique pour nous aider à développer nos capacités d'action aujourd'hui et demain. En effet, ce texte fondateur reste un mythe encore très influent dans nos manières de voir et de faire et ce, malgré les nombreux changements qui sont intervenus depuis dans le champ de la culture et de l'éducation.

A l'époque de la rédaction de ce manifeste, période d'après-guerre, il fallait faire que le social, le culturel et le politique fassent partie d'un système intégré. Il fallait donc construire une unité culturelle, une "culture commune à tout un peuple" et constituer une "culture vraie". Une riche expérience humaine dans la Résistance conduisait les initiateurs de Peuple et Culture à penser réalisable l'abolition des classes sociales. Dans une ferveur utopique, ceux-ci voulaient créer une société nouvelle à travers une "culture vivante" pour lutter contre une "culture bourgeoise" qu'ils pensaient en état de décomposition. Il fallait socialiser autrement, en fabriquant des méthodes et en générant des institutions éducatives pour forger une personnalité empreinte de cette socialisation nouvelle. Dans une perspective jacobine, l'action éducative devait inventer un homme

*aggiornamento l'éducation populaire**

neuf, porteur d'une culture vivante commune facteur d'unité nationale. Grâce aux sciences et notamment aux sciences humaines qui s'affirmaient par rapport aux humanités gréco-latines durant cette période, ces hommes cherchaient à construire une culture universelle et à rompre avec la superstition. Pourtant, même si certains des rédacteurs du manifeste réfutaient la foi religieuse et superstitieuse, ils prêchaient une autre forme de religiosité : l'humanisme. Ils avaient "foi dans l'homme", mais dans un homme remodelé, qu'il fallait transformer pour qu'il soit à la hauteur de la révolution escomptée. Les fondateurs étaient imprégnés de l'idéologie fonctionnaliste. On parlait d'ailleurs de "pédagogie fonctionnelle", il s'agissait de "préparer des hommes à leurs fonctions individuelles et sociales".

Aujourd'hui, nous devons faire la critique de cette pensée totalisante, scientiste et finalement très proche du déterminisme historique. Hier révolutionnaire ("la culture populaire exige l'abolition des classes économiques"), la perspective des premiers militants de l'éducation populaire doit maintenant être repensée. L'éducation populaire s'est construite autour du rêve d'une "civilisation des loisirs" : pour le moment, nous savons que ce rêve ne peut devenir réalité que si l'on affirme que le droit aux loisirs doit d'abord s'accompagner du droit à un travail digne et valorisé.

Une "technique révolutionnaire" devant former des militants de l'éducation populaire était adaptée à une société industrielle très marquée par la division de classe. Cette société n'existe plus ; en entrant dans une société postindustrielle, une "société d'information", les militants reliés au mouvement ouvrier et à son cadre d'analyse ont disparu ensemble. En revanche, l'exploitation, l'aliénation, la frustration n'ont pas disparu ; au contraire, le paupérisme s'accroît alors que les forces de lutte collec-

tive se sont beaucoup affaiblies.

La transition est achevée, nous ne pouvons plus adopter telles quelles les anciennes analyses, les méthodes et modes d'intervention devenus inopérants dans un contexte de mondialisation économique, politique et démographique.

Participer au développement de la culture par tous

Il s'agit de faire un *aggiornamento* de l'éducation populaire, de la redéfinir en l'adaptant à l'éclatement du social. Il faut en finir avec cette formule célèbre, "rendre la culture au peuple et le peuple à la culture". Désormais, il s'agit plutôt de participer au développement de la culture par tous et non pour tous.

Cependant, tout ce que nos prédécesseurs ont établi n'est pas à rejeter, bien au contraire, une grande partie de leurs grands axes d'action reste d'une étonnante actualité.

La séparation d'une culture élitiste et d'une culture populaire reste une réalité. Nous pensons toujours que face à une culture savante réservée à une minorité dominante, "la culture s'appuie d'abord sur la vie de l'homme, la vie de la société, la vie du monde", que la culture "ne se limite pas à la sphère des idées ; elle conduit à un art de s'exprimer et à un art de vivre". La culture dont nous parlons, la culture populaire est une culture plus que jamais vivante. Actuellement, nous voulons toujours comprendre la complexité du monde social et participer à sa transformation vers plus d'égalité et de justice. Nous avons toujours "une grande aspiration collective" mais dans le respect des différences individuelles. Nous voulons permettre que les personnes ● ● ●

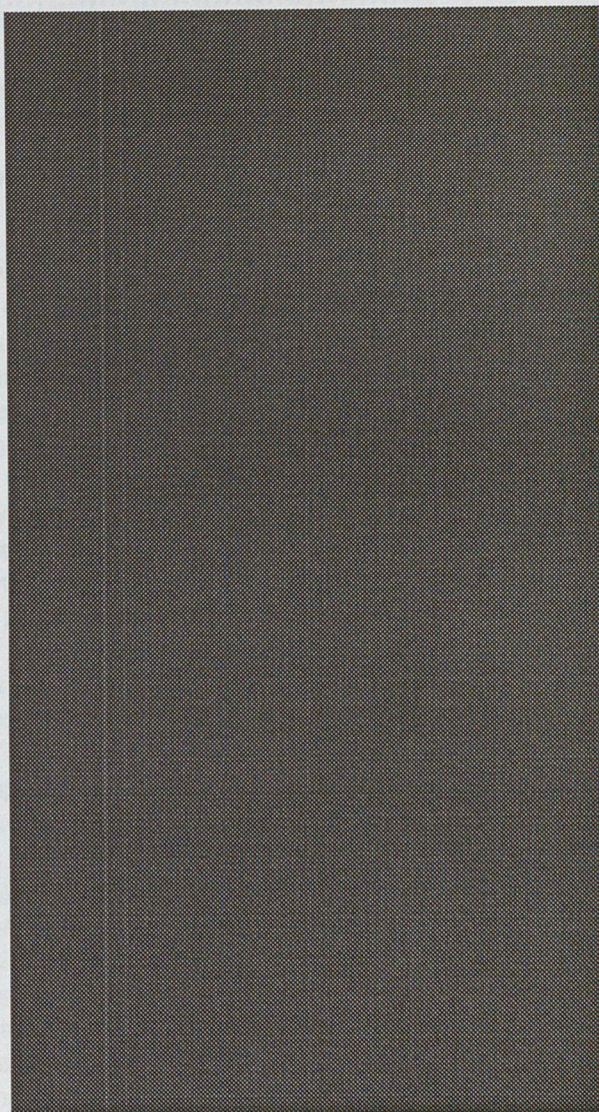
● ● ● soient des acteurs, autrement dit, des êtres liant "savoir" et "action" ; des êtres libres capables de résister face à toutes sortes de mépris, des êtres refusant la soumission d'où qu'elle vienne. Nous voulons construire un monde solidaire et fraternel. Comme nos prédécesseurs qui voulaient dépasser une pensée déterministe, nous refusons tout fatalisme et misérabilisme, "la misère du monde" et sa reproduction sont loin d'être une obligation. Nous voulons favoriser l'équilibre d'acteurs engagés entre plusieurs logiques en tension. Il s'agit toujours de permettre aux personnes de "garder une intelligence libre, capable de résister à tous les entraînements irréfléchis et de dominer la confusion du monde moderne". Chacun possède "le pouvoir de création" ; il s'agit de favoriser son développement.

Favoriser la construction de sujets

Il faut sortir de l'institué, favoriser les émergences sans que celles-ci soient récupérées par les forces qui peuvent emprisonner l'esprit dans nos sociétés contemporaines (domination des marchés, repli communautariste). Les institutions éducatives construites par nos prédécesseurs sont des atouts indispensables mais non suffisants.

Les "institutions complémentaires de l'enseignement scolaire prisonnier de la tradition" sont devenues, à certains égards, des institutions enchaînées à leurs coutumes et, par conséquent, ne sont plus nécessairement adaptées à la réalité sociale. D'ailleurs, ces "organismes officiels voient parfois d'un oeil soupçonneux" des initiatives culturelles spontanées. En effet, suite à de longues luttes, même si ces institutions sont apparues comme des repères forts, grâce à une reconnaissance de l'importance de la culture et de l'éducation populaire par les autorités, elles doivent prendre garde de ne pas se recroqueviller et de ne pas travestir la volonté d'ouverture affirmée dès les origines.

Avec l'éclatement du système et les processus de "désocialisation" l'accompagnant, il ne s'agit plus de garantir aux personnes une place dans un système intégré, mais plutôt de leur permettre d'articuler l'ensemble de leurs expériences vécues autour d'une tension permanente entre plusieurs logiques d'action (intégration, stratégie et subjectivation). Autrement dit, combiner l'instrumentalité et les identités culturelles à travers le marché, la technique, l'intégration et la culture. Ainsi, paradoxalement, c'est peut-être



dans la dispersion, le bricolage des identités et des actions que l'on peut construire de la cohésion.

Les militants, les acteurs de la culture et de l'éducation populaire actuels n'ont pas seulement besoin d'une technique, d'une organisation, mais bien plutôt d'une capacité d'adaptation. Il s'agit d'oeuvrer dans la diversité et d'agir sur plusieurs registres avec l'objectif principal de favoriser la construction de sujets. Comme l'indique A. Touraine, nous devons passer d'une pensée centrée sur le système à une pensée centrée sur le sujet.

Un peu partout, il existe de nombreuses initiatives d'acteurs (notamment dans la musique actuelle) qui à travers l'action culturelle refusent de se soumettre aux seules lois du marché et n'acceptent ni le conformisme culturel, ni le repli sur soi, ni l'instrumentalisation de leurs actions. En ce sens, ils sont subversifs en contestant l'ordre existant. Il est temps de faire l'état

Cyril Pleûm

Un refus radical

J'ai travaillé un peu plus de quarante ans dans l'action culturelle à des postes et en des lieux divers. Je ne suis pas sûr que nous n'ayons pas combattu vaillamment, parfois coûteusement, souvent idiotement pour construire, animer, maintenir en réseau une ligne Maginot du spectacle vivant que la télévision, la vidéo, l'informatique, Internet et la stratégie de communication des groupes financiers internationaux (sport et marché unique) ont rendue obsolète en moins de dix ans.

Je vois prospérer des institutions culturelles de plus en plus lourdes (Louvre, Beaubourg, Opéra), soucieuses plus de patrimoine que de création, des réseaux de distribution rentabilisant vite leur mise (Fnac, Virgin, Leclerc) dans le même temps où je vois disparaître, ou s'essouffler, ou s'épuiser dans l'indifférence et le silence, quantité d'initiatives individuelles (les plus porteuses d'avenir) : celles des compagnies théâtrales, des éditeurs-artisans, des librairies, des salles de cinéma différent, des lieux de musique (celle d'aujourd'hui ou de jazz), des galeries d'art, etc.

En contre-point, observez le "poids" de la Coupole où vous êtes réunis et, à quelques kilomètres, celui de Disneyland. Observez également le déclin régulier en qualité, en diversité idéologique, en programmation de notre télévision.

Face au pilon de la massification internationale et à ses produits standardisés, avons-nous manqué de prévoyance et de courage ? Qui, parmi nous, n'a pas espéré être adopté par la grande machine et passer du côté de ceux qui n'ont plus quelques centaines ou milliers de lecteurs ou de spectateurs, mais des millions de consommateurs (rouler enfin dans la Mercedes de Lady Di) !

Il faut que le refus des hommes et des femmes de culture soit radical. Il faut, dès demain, que la résistance soit audacieuse, effervescente. Il faut que centres culturels, théâtres, bibliothèques, librairies, petits musées, galeries d'art travaillent ensemble à créer un réseau de contre-médiatisation.

Sinon, nous ne serons même plus des alibis, mais des otages. Portez-vous bien.

Baptiste Marrey*

des lieux de ces actions qui semblent aller tous azimuts, mais aussi de réunir leurs animateurs qui, bien que refusant d'être des "éducateurs de conscience" d'une nouvelle idéologie, peuvent favoriser le libre arbitre des personnes au moyen de la mise en scène d'expressions populaires et créatives. La révolution contemporaine n'est-elle pas avant tout une révolution mentale ? Celle-ci permettant au sujet, par une "transformation de soi", par la subjectivation, de construire un espace de conflictualité résistant, d'une part, à la domination des marchés, d'autre part, au repli communautaire ? Ne devons-nous pas penser la subversion comme espace de construction pouvant augmenter notre capacité d'action ?

"Que tous ceux qui le sentent se groupent. Notre époque, plus que toute autre, condamne l'homme seul".

Manuel Boucher

1 - Manifeste
de Peuple et
Culture, 1945.

* Ecrivain, ancien inspecteur général des Théâtres au ministère de la Culture.

Mener le combat pour

Au moment où Peuple et Culture Haute-Normandie ouvre un studio son et un centre documentaire sur les "musiques actuelles", l'association Mix'Cité¹ a choisi d'organiser pendant trois jours un festival - Mix' Up, les musiques métisses en mouvement - qui a mêlé concerts de hip-hop, de rock alternatif et débats sur le thème des "pratiques culturelles : espaces de subversion, espaces de construction".

1 - En partenariat avec Peuple et Culture Haute-Normandie, On a faim, le Théâtre Duchamp Villon et l'Union Peuple et Culture.
2 - Jean Gondonneau, président de Peuple et Culture Haute-Normandie, avait ouvert le débat en reliant la lutte idéologique qui doit être menée contre toutes les idées populistes et fascistes, et la nécessité d'un renouvellement des pratiques de l'éducation populaire.
3 - Voir encadrés pp. 9 et 10.

en programmant ce festival, le pari des organisateurs était double :

- offrir à des groupes plus ou moins connus la possibilité de se produire sur une scène de qualité. Il s'agissait, en l'occurrence, d'un théâtre, lieu culturel par excellence, donnant la possibilité de faire connaître ce genre de musique en tant que culture et objet esthétique, et non plus seulement comme une simple réaction sociale ;
- montrer que la musique est aussi un moyen de prendre position politiquement².

Sur ce dernier point, la table-ronde du matin a permis de donner la parole à différentes structures³ - des opérateurs, pour la plupart - qui avaient toutes en commun

d'être issues du mouvement alternatif et qui partageaient toutes un certain nombre de positions de fond : le refus de la soumission aux seules lois du marché, le rejet du conformisme culturel et de l'instrumentalisation de leurs actions.

"Notre objectif est de permettre aux gens de garder le contrôle complet sur leur création", souligne l'animateur de Crash Disques, qui fait également le constat de la radicalisation du discours de certains groupes. Noir Désir, qui a pourtant acquis une position confortable, est à ce propos cité comme un exemple encourageant d'engagement. Pour l'ensemble des intervenants, la question culturelle est à resituer dans un débat plus large, celui de la construction d'une

société nouvelle. Plusieurs exemples d'expériences "alternatives" sont cités comme celui du REAS, de l'économie solidaire, du mouvement de lutte anti-sexiste, de l'agriculture biologique, etc. Là, ce sont toutes les méthodes capitalistes directement destructrices qui sont accusées.

Les intervenants se situent dans une optique de culture populaire - prix d'accès modérés voire gratuits, aller-retour entre le public et les musiciens (les concerts sont conçus comme des espaces de fête, des tables de presse y sont organisées, etc.) - et s'intéressent aux musiques de terrain, aux musiques de rue qui ont un discours social.

Autres thèmes de réflexion abordés : l'acceptation ou le refus des subventions, la méfiance à

une autre politique culturelle

Pleûm

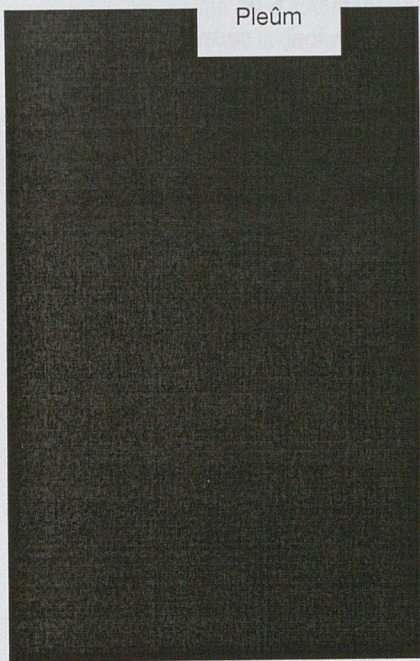


PHOTO HONDO

l'égard de tous les partis politiques et pas seulement du Front national, la double peine, NTM, le statut des intermittents du spectacle, la contestation de l'impôt sur les sociétés appliqué sans réserve à des groupes qui se créent, ou une T.V.A. à 20,6% et non, comme beaucoup l'espéraient, à 5,5%.

Sur la question des subventions, le débat permet de constater que de nombreux groupes se sont institués et ont inscrit leur action dans une politique socio-éducative, se laissant par là-même, du point de vue de certains, instrumentaliser. Dans ces conditions, comment affirmer l'existence d'une musique populaire indépendante des pouvoirs publics ? Plusieurs types de réponses s'affrontent et s'opposent. Pour les uns, il faut s'emparer des

subventions (car tout le monde paye des impôts !), mais pas à n'importe quel prix. Pour les autres, le refus des subventions est total car lui seul permet autonomie et critique.

Les échanges de l'après-midi, portés par des "institutionnels" - ou en tout cas par des représentants de structures qui ne se posent plus la question du refus ou non des subventions... - et des financeurs, en la présence de M. Marguerin, Directeur régional des affaires culturelles, même s'ils étaient moins colorés, n'ont pas été moins percutants.

Franck Lepage, qui ouvrait la séance, donne le ton en affirmant un point de vue largement répandu au sein de l'éducation populaire mais peut-être insuffisamment porté à l'extérieur, à savoir que la crise n'est pas économique mais culturelle. Ainsi, la culture sert à occuper des personnes privées d'emploi et joue donc un rôle de contrôle social alors qu'elle devrait être utilisée comme lieu pour nommer les conflits. Pour Franck Lepage, la culture devrait être utile aux dominés et nuisible aux dominants.

D'une manière générale, les intervenants associatifs de l'après-midi, à l'image de ce qu'affirme Jean Hurstel, considèrent qu'il faut mener un combat pour une autre politique culturelle.

D'un point de vue économique, d'abord, considérant que les subventions qui vont à toutes les formes culturelles émergentes ne représentent que 0,5% ●●●

Des structures culturelles alternatives

• Le Sous-Marin

Les animateurs du Sous-Marin ont été accusés par le Front National de développer les mauvais instincts des jeunes et de mettre à mal la culture française en faisant la promotion d'un "art dégénéré". L'expression avait déjà été utilisée par les nazis. Après l'agression dont les animateurs du café-musique ont été victimes (leur établissement a été muré et la convention qui liait la structure à la ville a été résiliée), l'équipe du Sous-Marin s'interroge sur la citoyenneté, crée des réseaux de solidarité pour organiser la résistance et la lutte, et prépare un manifeste qui donne sens à son combat symbolique.

• Emmetrop

La pratique d'Emmetrop consiste à accompagner des projets dans des quartiers d'habitat social en faisant partager les savoirs et les savoir-faire pour que chacun soit acteur. En résistant contre le secteur marchand et contre les professionnels de l'action socioculturelle, Emmetrop se fixe pour objectif l'apprentissage de l'indépendance, le développement de l'interculturalité et de l'intergénérationnel. Pour Emmetrop, l'engagement politique est indissociable d'une musique et la fête est militante.

• Chez Emile

Squat rouennais, ce lieu de vie est un lieu de rencontre et de réflexion qui permet l'expression de musiques revendicatives. Ce squat organise des concerts sans obstacle financier et où il n'y a aucun système de service ●●●

... d'ordre. Le principe est celui de l'autogestion y compris sur le choix des groupes programmés. Le squat est aussi un lieu de lutte contre le fascisme primaire. Opposé à toute forme de sectarisme ou d'autoritarisme, le squat refuse la discrimination, le racisme, le sexisme. Il se situe dans le continuum du mouvement punk.

• Crash Disques

Crash Disques se présente comme "le fer de lance des groupes alternatifs". Son discours est antagoniste de celui de la culture étatique. Sa pratique d'un label indépendant donne un maximum d'autonomie aux groupes à travers le contrôle des moyens de diffusion. Inscrit dans "l'histoire du mouvement squat et du mouvement libertaire", Crash Disques "lutte pour construire une société nouvelle" en relation étroite avec les acteurs de terrain et mène une lutte antisexistes et antifasciste. En ayant rompu - fond et forme - avec le processus de marchandisation, Crash Disques inscrit son action dans l'économie sociale en aidant des groupes à créer leur association et leur fanzine, en participant au renouvellement des idées nées dans les squats, en s'intéressant aux musiques de terrain (rap, hard-core, salsa...). "Centre de culture populaire, nous sommes vigilants sur les relations humaines et l'éthique, y compris avec les groupes hip-hop".

• On a faim

Fanzine et label, On a faim déclare avoir "une démarche consciente et politique de type anarchiste en lien avec une démarche musicale subversive s'inscrivant dans le mouvement alternatif. Avec les fanzines, "nous éditons des disques à message antilibéral et antifasciste". On a faim "émet des réserves sur le hip hop dont la démarche n'est pas alternative". Exigeant sur l'authenticité de la démarche, On a faim met en valeur "des groupes où on fait ce que l'on dit" ■■■

Ludwig von 88



PHOTO HONDO

... du budget de la politique culturelle.

Du point de vue de la pensée, ensuite, pour sortir de l'institué en favorisant les émergences sans que

celles-ci soient récupérées par les forces qui veulent, dans nos sociétés contemporaines, emprisonner l'esprit.

Du point de vue de l'accès à la culture, enfin, considérant comme

Jacques Pasquier que la culture pour tous c'est la marchandisation. Dans une telle perspective, la reconstruction passe par la réinvention et une réhabilitation des actions d'éducation populaire indissociables d'une critique des élites responsables de cette situation d'enfermement.

En écho à ces différentes positions, il convient d'évoquer rapidement l'intervention de Libertad Heliot sur une expérience brésilienne de budget participatif dans

laquelle la population elle-même élabore le budget et fait, en conséquence, les choix prioritaires préalables.

Sortir de l'institué en favorisant les émergences sans que celles-ci soient récupérées par les forces qui, dans nos sociétés contemporaines, veulent emprisonner l'esprit

Pour conclure, Cécil Guitart rappelle que Peuple et Culture souhaite socialiser une culture de vigilance, de résistance et de propositions autour des valeurs de l'éducation

populaire, autour du respect des personnes et de l'émancipation des individus.

Manuel Boucher précise, quant à lui, qu'il s'agit de nous demander comment créer un réseau de conscience opérationnel regroupant diverses initiatives culturelles, artistiques et subversives, comment conflictualiser les rapports sociaux de chacun en dégagant des axes de lutte communs afin de proposer de nouvelles formes de sociabilité ?* ■■■

* Texte écrit à partir du compte-rendu exhaustif établi par Jean Gondonneau (compte-rendu disponible sur demande à Peuple et Culture Haute-Normandie).

Pera, expression des lascars*

Les origines artistiques du rap sont à chercher dans la musique jamaïcaine, le mouvement musical militant proche des Black Panthers¹, des Last Poets², ainsi qu'auprès de la musique noire américaine dans toute sa profondeur (soul, funk, mais aussi jazz et rhythm'n blues). Ancré dans cette culture populaire noire, ce mouvement prend sa pleine identité dans les années 70. D'abord festif, prenant son essor dans les discothèques et les sound-systems³ avec les DJ's⁴, il se politise pour rapidement lier l'aspect artistique à un aspect revendicatif qui reste aujourd'hui essentiel.

Le rap, ou baratin selon la traduction française, est d'abord un genre musical, "c'est la diction, mi-parlée, mi-chantée, de textes élaborés, rimés et rythmés, et qui s'étend sur une base musicale produite par des mixages d'extraits de disques et autres sources sonores"⁵.

Ce genre musical est associé à un ensemble d'expressions artistiques et culturelles qui se retrouvent dans la culture hip-hop, représentée par le Deejaying, le Human beat-box, les danses urbaines (break, smurf, hype, double dutch), une mode vestimentaire, des expressions graphiques (tag et graffiti), un langage, ainsi que des attitudes et des valeurs⁶. En France, ce phénomène prend de l'importance à partir des années 80. Les médias importent ce moyen d'expression artistique. Le hip-hop se popularise surtout par l'intermédiaire de la danse (break-dance⁷, smurf⁸). A la fin des années 80, de nombreux groupes de rap se créent, les jeunes eux-mêmes écrivent leurs textes et

revendiquent la spécificité de leurs difficultés, leurs espoirs et leurs révoltes. Aujourd'hui, le rap français, par la médiatisation de certains rappeurs (NTM, IAM, Massilia Sound System, MC Solaar, Alliance Ethnik...), mais aussi par la conquête réelle d'un large public au sein de la jeunesse, s'est installé dans le paysage musical et social du pays. Il cultive sa spécificité et sa créativité.

Le rap est montré du doigt par les uns, car il représente la face dangereuse d'une jeunesse incontrôlable et étrangère, il est sublimé par les autres, qui voient dans ce mouvement culturel un nouveau mode d'expression et de communication avec la jeunesse des classes populaires et l'affirmation d'une société multiculturelle. Entre ces deux conceptions extrêmes, le rap fait maintenant partie intégrante de notre décor urbain quotidien, cette ville qui est un espace mosaïque dans lequel se côtoient toutes les cultures, les classes, les communautés.

Le hip-hop que l'on étudie ici à partir de l'expression rap⁹ est un résultat étrange, mélange de modernité, de nouvelles technologies, avec le côté tribal de communautés en gestation. Ainsi, le rap est l'objet d'enjeux multiples. Les acteurs de l'expression rap sont notamment très influencés et pris à parti par les médias, mais aussi par le monde politique et économique qui les investit.

D'ailleurs, le rap n'est pas un mouvement homogène. Il ne l'est pas, aussi bien au niveau de ses orientations (discours, public), qu'au niveau de son expression musicale (hard-core, soft,...). ● ● ●

** Cet article présente le cadre de réflexion d'une recherche menée par Manuel Boucher sur le rap français entre 1994 et 1996 (travail prochainement édité avec le concours de l'Union Peuple et Culture).*

1 - Organisation, groupe de pression et de mobilisation prônant la prise de conscience des Afro-américains contre l'oppression dont ils sont victimes. Fondés en Californie dans la ville d'Oakland en 1966, les Black Panthers se font très vite remarquer par leurs prises de position radicales. Ils répondent notamment par la violence à toute violence exercée à l'encontre d'un Noir. Les Panthères recrutent surtout parmi la jeunesse défavorisée des ghettos.

2 - Reconnu comme le précurseur du rap, il s'agit d'un groupe de la fin des années 60, associant militantisme et poésie.

3 - Il s'agit, à l'origine, en Jamaïque, de discothèques ambulantes.

4 - Les DJ'S (Dee-Jay/Dee-Jee/Disc-Jockey) sont des animateurs de radio ou de clubs, en studio. Le DJ'S est celui qui lance le son et aussi, maintenant, qui le fabrique. Ce mot trouve ses origines aux U.S.A., il influencera le DJ jamaïcain des sound-systems.

5 - G. Lapassade, P. Rousselot, Le rap ou la fureur de dire, Paris, éd. Loris Talmart, 1990, p. 9.

6 - Ici, nous nous bornerons à étudier le mouvement hip-hop à travers l'expression rap. Sur la culture hip-hop et ses différentes dimensions, voir Hugues Bazin, La culture Hip-Hop, éd. Desclée de Brouwer, 1995. Sur le tag et le graffiti, voir Alain Vulbeau, Du tag au tag, éd. Desclée de Brouwer, 1992 ; Jean-Marie Marconot, Le langage des murs, éd. Les presses du Languedoc/Riesco, 1995.

7 - La break-dance est un style de danse urbaine acrobatique, elle apparaît en France au début des années 80 faisant ainsi connaître dans l'hexagone la culture hip-hop.

8 - Le smurf est un style de danse hip-hop qui fait référence au dessin animé les "schtroumpfs". Ce style est largement popularisé ● ● ●

... en France au début des années 80 par la télévision. En France, partout alors dans les villes, les jeunes essaient de le pratiquer.

9 - Tout au long de cette recherche, lorsque nous utilisons le mot "hip-hop" seul, nous l'utilisons comme synonyme de rap. Cette désignation rappelle que l'on ne peut penser le rap hors d'un ensemble culturel plus vaste représenté par toute la diversité de la culture hip-hop.

10 - Synonyme de "galérien", jeune de banlieue. Dans le vocabulaire français, il désigne aussi un membre du hip-hop.

11 - A Evreux un groupe de rap a choisi pour nom "Prisonnier" (PSR).

12 - D'origine noire américaine, ce terme désigne celui qui appartient au même quartier. C'est donc un ami. Dans le mouvement hip-hop, il désigne le complice passionné par le rap, par une expérience commune.

13 - Quelques initiatives récentes font penser que des membres du milieu hip-hop sont bien décidés à s'impliquer dans la vie politique française, notamment, en débattant autour de questions comme le racisme et le traitement de l'immigration.

Ainsi, à l'initiative de Jean-François Richet, jeune réalisateur et cinéaste de films engagés comme "Etat des lieux" ou "Ma 6T va craquer", et de Spirit, compositeur-producteur de nombreux groupes de rap (2 Bal 2 Neg). Un disque regroupant différents MC's (

Assassin, IAM, Yazid, Rootsneg, Kabal, Ministère A.M.E.R., Sléo...) intitulé "11mn 30 contre les lois racistes" a été enregistré au profit du MIB

(Mouvement de l'immigration et des Banlieues), une association militante et indépendante. En effet, suite au projet de loi Debré

sur l'immigration et aux débats et manifestations suscités par celui-ci en mars 1997 (appel à la désobéissance civique), des activistes hip-hop luttent à leur manière face au racisme et pour l'émancipation de tous les exploités. Voir l'article dans le journal Le Monde daté du jeudi 6 mars 1997, intitulé "L'union sacrée des "tchatteurs" contre le racisme".

* Une culture de combat.

Agonistique : ce qui concerne les conflits, luttes, compétitions (définition du "Lexique des sciences sociales", M. Grawitz, 1988).

... S'agit-il d'une action revendicative ? D'un renfermement de cette jeunesse sur elle-même ? D'une nouvelle forme de conformisme ? De nouvelles innovations culturelles et artistiques ? D'une construction plus instable et plus ambiguë entre ces quatre pôles ?

L'objet de cette étude est centré sur la signification du rap français dans toutes ses dimensions (politique, sociale, culturelle, commerciale, artistique...). Il s'agit de se questionner sur cette expression culturelle désignée par le terme rap : est-il un mouvement social, ou bien contribue-t-il à la genèse d'un certain mouvement social, ou bien encore a-t-il capacité à le devenir ?

Si le rap est l'expression d'un mouvement désarticulé, erratique, alors le rap n'est pas un mouvement social. En revanche, il s'agit peut-être d'un mouvement culturel et identitaire qui permet aux acteurs hip-hop de s'affirmer, de s'identifier et de se poser par rapport au monde.

Malgré les tensions qui le traversent, nous pensons que dans le rap, il y a tentative de construction de mouvement social ; mais fragile et instable, ce qu'atteste de la part des "lascars"¹⁰, une volonté d'agir, d'être des acteurs conscients et pas seulement des consommateurs. Les lascars veulent réagir et agir sur eux-mêmes et sur leur environnement. Certains tentent ainsi d'élaborer une identité collective, mais leur adversaire social reste flou, indéterminé. Leur combat n'est donc ni théorisé ni politisé. Le rap est avant tout un réveil culturel, une prise de conscience face à l'écrasement du système qui emprisonne l'esprit¹¹. Le rap permet indéniablement à la majorité des lascars de construire la conscience qu'ils ont du monde et d'eux-mêmes. Les lascars sont acteurs, dénoncent maintes souffrances ressenties ou vécues (racis-

me, marginalisation, angoisse d'un avenir incertain...). Devant la souffrance de l'exclusion, les "quartiers d'exil", le déchirement des identités, le rap est d'abord un cri de fureur, une sorte d'indignation et de révolte de jeunes qui se sentent aliénés, méprisés. Les Home-Boys¹² agissent donc au nom d'une jeunesse qui a soif de reconnaissance, de respect, ils sont en lutte contre l'humiliation. Ils ont conscience d'être des jeunes bafoués, méprisés et en appellent à la créativité culturelle, à l'ingéniosité, à la reconnaissance identitaire, à la reconnaissance de la différence et de la ressemblance. Ils en appellent à la culture mondiale des dominés contre le système conduit par les dominants et l'argent. Les lascars s'affirment comme sujets, comme "éducateurs de conscience".

La sociabilité hip-hop façonne un mode de vie et une manière de percevoir le monde. Rapper, créer, se définir au sein du hip-hop facilite le développement d'une capacité d'action adaptée aux changements : le social est peu à peu remplacé par le culturel. C'est la construction de points d'ancrage au cœur de micro-sociétés réelles et virtuelles qui définissent un espace de résistance, d'affirmation et de prise de recul ; les acteurs construisent une identité contestataire, conjuguent repères et mémoire communautaire, avec modernité et subjectivité.

S'il ne façonne pas pour autant un espace de lutte cohérent, le rap est une culture agonistique* qui enrichit, dynamise et conflictualise ainsi la complexité du monde. Le destin de ce mouvement culturel est-il d'en rester à une pratique critique spontanée, somme toute adaptée à la société post-industrielle, ou bien de s'orienter vers des changements radicaux en accédant à une conscience politique des rapports sociaux¹³ ? ■■■

Petite apologie du vide

Le titre de la matinée¹ est "espace de subversion". Je me pose la question : comment parler de la subversion non comme d'un objet à théoriser, à évaluer, à mettre en perspective - bref, tout ce qu'on demande à un chercheur et qui l'empêche de développer sa recherche -, mais comme d'un lieu à vivre.

Lorsque nous parlons d'espace de subversion, le mot important c'est l'espace. Qu'est-ce qu'un espace, sinon du vide balisé par une présence ? Le vide devient espace quand s'y déploie une part d'humanité, un mouvement, une traversée, une intention, une expression tendue de l'intérieur vers un objet, une direction dans l'espace physique de la rue (vide entre deux blocs), dans l'espace mental de l'imaginaire (vide entre deux images), dans l'espace musical (vide entre deux notes)...

Il faut du vide pour se mouvoir, pour rassembler des éléments comme les mots d'une phrase. Sans vide nous ne pourrions pas distinguer les détails, les riens, toutes ces unités insignifiantes et fondamentales pour la recomposition dans l'espace de formes de vie et de pensée. L'extrême opposé de l'émergence, de l'inattendu, des petits espaces entre les formes, c'est le fascisme. Il a horreur du vide. Il

propose la fusion, l'identité absolue : une seule voix, une seule culture, un seul peuple. Certains postmodernistes et néo-nouveaux philosophes prophétisent l'ère du vide, la fin de l'histoire, la désagrégation de la conscience alors que le problème n'est pas le trop de vide mais le trop de plein. Dans les années 80, c'était le développement social et l'injonction aux habitants était "participez !". Aujourd'hui, c'est la médiation culturelle et l'injonction est "créez du lien social !". On est sommé de faire ce qui est bien pour nous par ceux qui parlent du monde mais sont absents de leurs paroles.

Pour l'instauration d'espaces inutiles

Médiatisation, industrie culturelle, idéologie des cultures urbaines, sécurisation et autres emplois d'ambiance... Face au remplissage systématique des interstices, véritable fascisation de la société, il nous faut défendre l'instauration d'espaces inutiles, c'est-à-dire vitaux pour la création. C'est peut-être cela aujourd'hui être subversif, balayer le trop plein de mots, d'images, d'informations.

Le problème n'est pas l'exclusion des individus, l'inculture des quartiers mais la sur-intégration, le gavage de culture sans espace pour la socialiser, la liberté sans possibilité de vivre au monde. Paradoxe, il faut se retirer au centre de la société, à l'intérieur

ÉMERGENCES - Hip-Hop, techno et autres formes culturelles

Dans ce dossier du dernier semestriel (n° 56/57) édité par l'association "Paroles et pratiques sociales", ses auteurs (G. Lapassade, J. Hurstel, H. Bazin, M. Boucher...) s'intéressent aux formes d'émergence culturelle, telle que la forme hip-hop ou la forme techno, pour les processus sous-jacents modifiant notre vision du rapport au travail, aux pratiques sociales et culturelles... (enjeux politiques fondamentaux). "Paroles et pratiques sociales" : 163 rue de Charenton, 75012 Paris, Tél. : 01 40 02 09 56.

du langage et de l'existence, pour arriver à lire la réalité et prétendre s'y engager. "On vide ses poches, on perd son nom. On découvre avec ravissement la certitude de n'être rien" (Christian Bobin, *Eloge du rien*).

Les artistes sont maintenant priés d'intervenir dans les "quartiers paumés", auprès des "gens désœuvrés". Mais si l'art peut prétendre à un rôle de dissidence, ce n'est pas en apportant de la culture mais de la rupture. S'il y a urgence, elle n'est pas dans le "démocratisation culturelle" mais dans la libération d'espaces où un travail sur la matière du monde est enfin possible.

Hugues Bazin*

1 - Matinée de la table-ronde "Pratiques culturelles : espaces de subversion, espaces de construction".

* Hugues Bazin est chercheur en sciences sociales.

Les perspectives du temps libéré par la

Dans le cadre de l'Assemblée générale de Peuple et Culture, qui s'est tenue à Paris le 6 juin dernier, le collectif AlterErgo, sous la houlette d'Etienne Canale et de Cathy Vivodtzev, a animé une séance de réflexion sur le thème "Les perspectives du temps libéré par la réduction du temps de travail".

Cette séance a permis de présenter les actions réalisées par AlterErgo sur la réduction du temps de travail et l'augmentation du temps libre et de faire écho à d'autres travaux, notamment l'expérimentation de l'Université Citoyenne du Temps Choisi pilotée par François Plassard et les réflexions avant-gardistes d'André Gorz (cf. pp. 16 et 17).

Le débat qui s'est engagé ensuite marque bien pour Peuple et Culture le réinvestissement d'un thème au cœur de son héritage, comme en témoigne le livre présenté en ouverture de la séance :

Vers une civilisation des loisirs ? écrit par Joffre Dumazedier voilà plus de trente ans, dont le papier jauni révèle pourtant des propos d'une grande actualité.

Ci-contre, quelques-unes des pistes esquissées dans le rapport d'orientation et lors du débat.

Reprendre notre débat sur la place du travail et du temps libre

La fin du travail, ou sa rareté, inspire en ce moment un certain nombre d'ouvrages à travers lesquels leurs auteurs (Dominique Méda, Vivianne Forrester, Jeremy Rifkin, André Gorz...), ouvrent des perspectives qui oscillent entre le désastre et un espoir de libération de l'homme. Devant ce prisme très contrasté, Peuple et Culture doit réactualiser sa conception de la société des loisirs.

Cette réflexion, qui a été relancée à travers notre participation active au groupe Alter Ergo et a été au cœur de la matinée thématique de notre assemblée générale, devrait nous conduire à adopter la position de certains de nos membres fondateurs : celle qui considère que la "réduction progressive du travail" ouvre de fantastiques possibilités de libération. Peuple et Culture devrait sur ce point retrouver les visées utopistes et le ton prophétique qui furent les siens.

La disparition du salariat n'est pas forcément une "fatalité" si l'on se place dans une perspective d'appropriation d'un travail qui ne serait fondé ni sur l'échange marchand, ni sur la vente de sa force de travail. La société de l'information et du savoir qui s'annonce rendra peut être possible cette situation plus rapidement qu'on ne l'imagine, si l'on

en croit le rapport final du groupe d'experts de haut niveau (gehn) de la Direction générale de l'emploi, des relations industrielles et des affaires sociales de la Commission Européenne : "Construire la société européenne de l'information pour tous" ; La fin du travail salarié conduirait à une humanité plus riche, par exemple grâce à une auto-activité qui confisquerait la richesse produite aux entreprises à capital fixe, au bénéfice de lieux de vie où les gens produiraient à la fois socialité et richesses. Une société où chacun se trouve mobilisé par un foisonnement d'activités sportives, culturelles, sociales... et évalue sa richesse dans le partage de ces activités.

Ces pistes paraissent utopistes, néanmoins, elles méritent d'être explorées : on ne peut continuer à rester dans la contradiction par laquelle on dit à la fois que le travail est une valeur, une source de réalisation de soi et d'insertion sociale, et que, si on ne les paie plus, les gens ne travailleront plus...

En tout état de cause, cela peut être l'occasion d'envisager une nouvelle manière d'organiser pour les femmes et pour les hommes leur place dans la famille et dans la société.

Il revient à un mouvement comme le nôtre de faire ce travail de réflexion afin de montrer qu'il peut exister d'autres rapports sociaux et d'autres systèmes de valeurs que ceux que nous vivons aujourd'hui.

Sinon qui le fera ?

réduction du temps de travail

Promouvoir une pensée alternative

Les échanges lors de l'assemblée générale ont permis de prolonger la réflexion introduite par AlterErgo et de préciser le rôle possible de l'éducation populaire sur cette question. L'objectif est bien de promouvoir une pensée alternative qui tienne compte, en priorité, des besoins de chacun et qui n'oublie pas de resituer le débat dans une perspective internationale.

Plusieurs axes ont ainsi été avancés :

1/ Expérimenter et analyser, avec différents acteurs, des schémas d'économie solidaire fondés sur une autre articulation entre activité et emploi, entre travail et projet de vie, pour contrer les mécanismes d'exclusion du libéralisme :

- expériences d'auto-emploi et de création de nouvelles activités ;
- dispositifs d'épargne solidaire (CIGALES...) ;
- "contrats d'activités" mis en avant dans le rapport Boissonnat (permettant de réunir au sein d'un même contrat plusieurs activités et statuts).

2/ Mettre en évidence et sensibiliser largement aux contradictions grandissantes entre l'économie et la société, en particulier :

- déculpabiliser le non-travail et défendre d'autres modes de répartition de la richesse produite (par exemple, à travers un revenu d'existence ou revenu minimum pour tous) ;
- s'associer à et relayer largement dans nos réseaux des initiatives comme celle d'ATTAC (voir p. 22) ;

- être vigilants et plus exigeants, dans nos relations avec les banques du secteur coopératif, quant à l'éthique dont celles-ci font preuve concrètement, notamment en termes de placements.

3/ Dénoncer l'hégémonie du discours productiviste pour penser autrement la notion d'activité et d'utilisation du temps, et mettre en évidence les dimensions culturelles d'une telle évolution :

- en prenant garde aux risques de récupération du temps libre (pour rentabiliser le marché des loisirs, pour justifier la répartition inégalitaire de l'emploi dans nos sociétés - la culture étant alors convoquée pour "pacifier" les exclus du travail-, ou pour cautionner les déséquilibres entre l'Occident et les pays pauvres, par exemple entre enfants consommateurs du Nord et enfants esclaves du Sud...) ;
- en soulignant les effets pervers de la survalorisation du travail sur l'utilisation des autres temps (temps familial, temps des relations sociales, temps "à soi"...)
- en clarifiant les termes utilisés dans ce débat (temps libre ou libéré, loisirs, activité...) et en observant comment ils sont appréhendés par les uns et les autres, afin de ne pas poser les questions de façon partielle ou à la place de certaines catégories d'acteurs ; en étant attentif dans ce cadre aux différences d'approche entre femmes et hommes ;
- en cherchant à sensibiliser les institutions culturelles aux enjeux du temps libre ;

- en introduisant plus résolument ce débat dans le secteur associatif, très imprégné de l'équation "implication militante des professionnels = dépassement systématique et non comptabilisé des horaires", et en étudiant les conséquences possibles d'une multiplication des activités bénévoles ;
- en mettant en place une/des expérience(s) pilote(s) pour le développement de projets de temps libre sans visée économique, et en tentant d'introduire cette dimension dans certains dispositifs publics (par exemple dans les conventions liées au RMI).

Outre la réalisation d'actions expérimentales sur le terrain, Peuple et Culture pourrait s'appuyer pour ce faire sur différents modes d'intervention :

- la capitalisation et la diffusion des expériences ;
- la comparaison avec d'autres pays et les voyages d'étude (par exemple sur le thème de l'épargne solidaire dont les résultats semblent plus concluants en Allemagne et aux Pays-Bas) ;
- l'offre de formations permettant de comprendre les mécanismes à l'œuvre et d'identifier les enjeux et voies d'action possibles, dans une double optique de promotion sociale et de sensibilisation des élites "traditionnelles" aux apports de l'éducation populaire ;
- l'information et la communication, en particulier pour amener les médias à relayer ces questions et favoriser la généralisation d'un débat citoyen. ■■■■

De l'aptitude au

* Article paru dans Transversales Sciences/Culture, n° 50, mars/avril 1998 et reproduit avec l'aimable autorisation de la revue et de l'auteur, André Gorz, dont nous recommandons la lecture du dernier ouvrage, Misères du présent, richesse du possible, éd. Galilée, 1997.

1 - Thierry Paquot, L'art de la sieste, éditions Zulma, 32380 Cadeilhan, 1998.

2 - Commissariat général au Plan, Le travail dans 20 ans, Odile Jacob /La Documentation Française, pp. 282, 286-288.

3 - Tout actif danois peut prendre une année de congé avec 54 % de son salaire pour être remplacé par un chômeur. 150 000 Danois, soit 6 % de la population active, ont fait usage de cette disposition en 1997.

Le temps libéré du travail n'est pas d'emblée du temps libre. Il ne devient temps libre que si nous nous l'approprions en devenant maîtres, individuellement et collectivement, du choix de ses buts et usages : si nous l'employons à nous produire librement en tant que personnes et à produire de la société de la manière que nous aurons individuellement et collectivement choisie.

A cette réappropriation du temps s'opposent tous les dispositifs de pouvoir du capital et de l'Etat.

L'un et l'autre refusent d'envisager que les personnes puissent soustraire leurs activités à l'emprise qu'ils exercent sur elles par la médiation de l'argent et de ce qu'on appelle "le travail" c'est-à-dire d'une activité homologuée, commandée et monnayée.

L'un et l'autre refusent, pour commencer, que le temps libéré puisse être le temps où chacun reprend possession de soi : qu'il puisse être le temps du "loisir", au sens d'*otium* ou de *scholè*, c'est-à-dire un temps du retour sur soi, de la réflexion, de la contemplation, de la jouissance gratuite et sans objet où la personne se dégage, se régénère et se recrée comme sujet dont la puissance subjective essentielle excède tous les buts et soucis déterminés, découverts dans leur contingence.

Il faut lire à ce sujet, de Thierry Paquot, *L'art de la sieste*¹. Il faut méditer à ce sujet la réflexion amère d'un cadre relégué dans un chômage doré : "on nous a tout appris, sauf l'aptitude au loisir".

L'inaptitude socialement entretenue au loisir conduit à concevoir le temps libre selon le modèle inversé du temps de travail : comme un temps qu'au lieu de vendre nous devons acheter à des marchands qui nous en fournissent l'emploi et les équipements permettant cet emploi : parcs de loisir, croisières, tourisme, hôtels, spectacles etc. Capté et monétarisé, le temps reste ainsi un bien marchand dont, puisqu'il se paie, il faut profiter au maximum afin "d'en avoir pour son argent".

La réappropriation du temps libéré passe avant tout par l'art fondamental et le plus ancien dont se nourrissent tous les autres : la présence désintéressée à l'être dans la vibration de l'instant qui passe.

L'un et l'autre, le capital et l'Etat entendent que le temps libéré du travail soit un prolongement fonctionnel de la vie de travail. Le rapport Boissonnat, pour qui le lit attentivement, fournit une illustration parfaite de cette volonté de mettre les activités hors travail au service de la compétitivité de l'entreprise capitaliste. Il propose que, durant les périodes où les entreprises n'ont pas besoin de la présence à plein temps de tous leurs salariés, elle mettent ceux-ci à la disposition des collectivités locales, d'écoles, d'associations ou de leurs propres familles, sous réserve que ces activités alternatives "y compris la formation, l'activité indépendante, associative ou familiale" soient conformes aux "intérêts collectifs ou particuliers des entreprises" dont ces sala-

riés relèvent². Et voici donc les actifs mis au service de la rentabilité, de la compétitivité, de la productivité jusque dans leur "temps libéré".

Ce souci d'empêcher que le temps libéré du travail soit employé à des activités soustraites à la loi de l'argent et à la logique de la marchandise se retrouve dans les politiques britannique, française, néerlandaise, suédoise, etc., qui lient le droit à l'allocation de chômage à l'acceptation par le chômeur non pas d'un stage de formation, mais de formations successives et prolongées qui tiennent lieu, en quelque sorte, des emplois que le système demeure incapable de fournir et dont on devine que la principale fonction est celle-ci : perpétuer la fiction que le chômage est dû au manque de qualification, d'"employabilité" et/ou d'assiduité des chômeurs, et donc présenter l'allocation qui leur est versée comme la rémunération du travail acharné qui leur est demandé pour mériter et trouver ou retrouver un emploi.

Seul le Danemark, pour le moment, semble reconnaître que la discontinuité croissante de l'emploi est une réalité structurelle et que le temps qu'elle libère doit être redistribué sur tous les actifs pour être employé par eux à leur guise, pour les activités (ou les "loisirs") de leur choix³ y compris les "formations" ou activités non instrumentales, artistiques, politiques ou philosophiques, entre autres. Partout ailleurs, les citoyens sont incités à se concevoir durant les intermittences de

temps libre*

leur travail-emploi comme une "force de travail" à perfectionner et à adapter afin de la rendre plus vendable sur le marché du travail. Ils ne doivent exister socialement que comme marchandise en quête d'un acheteur. Voilà qui doit préserver et perpétuer la "centralité" du travail-emploi dans la vie de chacun : hors de l'emploi, pas d'activité, ni de vie, ni de salut. Voilà qui doit assurer et consolider le pouvoir des employeurs sur ceux-là même dont la gestion capitaliste de la productivité fait des surnuméraires. Plus il y a de chômeurs "employables", plus leur force de travail se dévalue sur le marché, plus aussi grandissent leur dépendance vis-à-vis du capital et le pouvoir que celui peut exercer sur eux.

Où cela nous mène-t-il d'enseigner l'aptitude au travail au détriment de l'aptitude au temps libre, alors qu'il y a de moins en moins de travail et de plus en plus de temps disponible ? Que ferons-nous durant les intermittences de plus en plus fréquentes et longues du travail-emploi ? Que doivent faire les chômeurs, précaires, temporaires, temps partiel pendant les périodes où leur force de travail "employable" n'a pas d'employeur ? Il y a vingt ans, 80% des actifs français et allemands avaient un emploi stable et à temps plein. Aujourd'hui ils ne sont plus que 60 % (et 55 % en Italie, 45 % en Grande Bretagne). Combien seront-ils dans cinq ans, dans dix ans ? Où apprendront-ils l'aptitude au temps libre ? Qui les aidera à développer leur aptitude à l'auto-

activité et à l'auto-apprentissage, à l'auto-organisation ? S'ils sont socialement et culturellement conditionnés à tout attendre de l'emploi, où et comment trouveront-ils les repères qui leur permettent de s'orienter dans un monde éclaté, sans règles communes, et d'y définir leurs règles, leurs liens et leurs buts communs propres ?

Autant de questions que posent et auxquelles cherchent à répondre de diverses manières les promoteurs toulousains de l'Académie du temps libéré⁴ ; les Maisons de la citoyenneté active de Parthenay ; la Maison de la culture de Nevers qui offre une formation de haut niveau en danse, musique et théâtre, notamment aux chômeurs de longue durée afin de leur montrer qu'ils peuvent "exister autrement que par la reconnaissance sociale du travail" ; et surtout le réseau des Centers for New Work qui, aux Etats Unis et, depuis peu, en Allemagne, entreprend de "libérer le travail de la tyrannie de l'emploi" en offrant aux sans-emploi des possibilités d'auto-production high-tech et des possibilités de faire ce qu'ils auraient toujours aimé faire, mais dont les contraintes sociales les ont détournés dès l'école.

Autant de questions, surtout, qu'ont soulevées de manière exemplaire les étudiants allemands au cours de leur longue grève, en novembre-décembre 1997. Grève motivée au départ par la mise en

croissante d'universités surpeuplées dont les moyens ne cessent d'être rognés sous prétexte que (tout comme en France, en Italie, en Angleterre) elles produisent bon an mal an des centaines de milliers de diplômés "inemployables" au lieu de dispenser du "savoir utile". Utile à quoi ? Utile à qui ? "Comment, afin d'éviter le pire, la société doit-elle se préparer à la contraction continue du marché du travail ?". Réponse du mouvement des étudiants : "En permettant à tous l'accès inconditionnel et illimité à une culture aussi large que possible", car c'est cela seulement qui "permettra la survie d'une société démocratique à l'ère du sous-emploi permanent... Il faut préparer le citoyen à assumer de manière créative son inutilité économique"⁵.

André Gorz

4 - Académie du temps libéré, *Maison Partage, Toulouse, Capadues-éditions, 1997.*
5 - Citations extraites de Sandra Janssen, étudiante en Lettres, "Bildung statt Ausbildung", dans *Die Zeit*, 8 janvier 1998.

Le temps choisi, un nouvel art de vivre pour partager le travail autrement, François Plassard

Depuis 20 ans, nous assistons à l'échec de toutes les politiques qui ont pour priorité la lutte contre le chômage. Et c'est différemment que ce dossier pose la question de la réduction du temps de travail tant d'un point de vue culturel qu'économique. Son auteur s'appuie pour cela sur une expérience réalisée par des citoyens sur le partage du travail en utilisant de manière originale les allocations chômage.

La crise cache notre incapacité à faire le deuil de nos anciens repères. Nous tardons ainsi à dépasser une société où la passion des hommes était accaparée par une production d'objets que nous avons confondus avec le bonheur. La richesse matérielle étant produite avec de moins en moins de travail, notre activité devrait être orientée vers un bien de plus en plus rare, le lien social.

Ed. Charles Léopold Mayer, coll. "Dossier pour un débat", n° 80.

Peuple et Culture : sur l'évolution

*Des orientations de nature à donner à
Peuple et Culture son rayonnement.
Tels sont les objectifs que Cécil Guitart
s'est fixés en se portant candidat et en
étant élu à la présidence de
Peuple et Culture.*

*Ci-contre les grands axes développés
dans son rapport d'orientation.*

La société de l'information

L'arrivée massive des technologies de l'information et de la communication (TIC) introduit de profonds changements dans une société organisée depuis cinq siècles autour de l'ordre du livre imprimé. Cette perte progressive de l'hégémonie du livre, due à la mise en réseau des ordinateurs (internet) et à l'invasion des images, requiert pour nous une révision dans nos approches d'exploration et de maîtrise du savoir.

..... **Cécil Guitart, un homme de culture**

Actuellement directeur du Pôle européen et scientifique de Grenoble, Cécil Guitart est, avant tout, un "homme de culture" : de documentaliste au sein de l'Education nationale, il est devenu conservateur et directeur de bibliothèque, puis chargé de mission pour le livre et la lecture à la DRAC Rhône-Alpes, chef du département livre et lecture à la Direction du livre et de la lecture, Directeur de la Drac Limousin, éphémère directeur du Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie et chargé d'étude à la Direction des Musées de France.

Le nouveau livre numérique s'inscrit comme un outil totalement intégré à la démarche d'auto-formation par l'auto-documentation que nous soutenons depuis toujours. Notre vigilance doit être mobilisée sur l'idée qu'il faut donner un sens à ce flot informatif et préserver notre société d'un risque supplémentaire d'éclatement de sa cohésion provoqué par un partage inégalitaire du savoir entre les cyber-informés et les exclus de l'information.

Autoformation et éducation

L'Union Peuple et Culture avait manifesté son adhésion à la décision du parlement européen instituant l'année 1996 "Année européenne de la formation et de l'éducation tout au long de la vie". A dire vrai, les militants de Peuple et Culture n'ont pas attendu cette décision pour considérer que la formation et l'éducation des adultes sont indispensables aux femmes et aux hommes pour comprendre et pour maîtriser les évolutions de la société. Dès l'origine, Peuple et Culture a été conçu comme un lieu de promotion sociale et collective, comme un espace de recherche sur les pratiques de formation des adultes (entraînement mental). Au moment où le monde évolue en mutation accélérée, au moment où ce monde fabrique à la fois de la complexité et du cloisonnement, l'autoformation "permet aux adultes de trouver eux-mêmes, au sein des entités sociales auxquelles ils appartiennent,

le sens qu'ils donnent à leur vie" (Guy Bonvalot).

Plus, après avoir été le mouvement qui a posé les bases d'une réflexion sur le développement du temps libre (Joffre Dumazedier), il est temps de se démarquer d'une conception de la formation exclusivement centrée (instrumentalisée) sur la seule visée professionnelle du retour à l'emploi, et de considérer que le temps de non-travail peut devenir pour chaque citoyen, grâce à une nouvelle conception de la formation, une formidable chance.

Rapprocher culture et éducation

En créant un ministère qui nous est encore envié, André Malraux a peut-être brisé l'utopie de cette société des loisirs prônée au même moment, dans les années 1960, par Joffre Dumazedier. Quarante ans après ce "péché originel" que constitue la fondation du ministère de la Culture, l'hypothèse semble se vérifier. Le dernier texte que nous a laissé Jean Ader indiquait combien il était difficile d'avancer sereinement sur des bases théoriques stables dans le partenariat entre le ministère de la Culture et celui de l'Education. Pour avoir été, pendant la décennie 1980, l'artisan d'un "indispensable échange entre un savoir qui s'étend en se morcelant et une culture qui se fragmente en se dilatant" (Claude Patriat), Jean Ader savait de quoi il parlait et il est parti en nous laissant rêver à "la genèse d'une utopie laïque", dans laquelle le

une vision et un discours de la société

ferment de l'éducation populaire serait capable de nous aider à surmonter les contradictions que nous a laissées André Malraux entre "la culture qui fait aimer et l'éducation qui fait connaître". Et c'est pourtant ce ferment qui nous est nécessaire pour entrer dans la "société des loisirs" si chère à notre mouvement : une société dans laquelle la grande majorité des citoyens pourraient s'impliquer dans les affaires de la cité.

Développer le processus de décentralisation

La vie quotidienne de la plupart des gens se déroule dans la commune où ils habitent ; et pourtant, la "démocratie de participation" reste un leurre : les trois quarts des citoyens ne participent pas à la vie publique locale. Malgré la décentralisation qui tend à "rapprocher le pouvoir du citoyen", l'autonomie des élus est quasiment totale une fois leur élection acquise.

Si les politiques se nourrissent de la vie associative, il ont tendance à lui confisquer toute légitimité pour la déléguer aux administrations locales et étatiques, quand ce n'est pas aux consultants privés, aux médias ou aux sondages. Il n'est pas étonnant dans ce contexte que le repérage des enjeux ou la réaction aux problèmes soient le plus souvent accompagnés de déclarations de non participation ou d'impuissance. Quelle prise directe peut avoir un groupe d'intérêt local sur l'emploi, le pouvoir d'achat, la

sécurité, l'offre culturelle... ?

De l'aveu même de la population, cette faiblesse de l'engagement dans l'action collective s'expliquerait par un manque de connaissances (à cet égard, se référer à nos propos sur l'auto-formation).

Il n'est donc pas étonnant de constater a contrario que le groupe le plus participatif (18% !) est représenté par les personnes qui s'investissent dans la vie associative, vivier dans lequel seront recrutés les futurs membres des conseils municipaux, qui ont tendance à l'oublier très vite !

C'est dans ce contexte qu'il faudra examiner favorablement la prochaine Loi d'Orientation et d'Aménagement Durable du Territoire (LOADT) proposée par Dominique Voynet. L'aménagement "durable" du territoire exige une rupture avec les méthodes dirigistes et technocratiques utilisées jusqu'ici...

Peuple et Culture pourrait être porteur des aspirations de ceux qui souhaitent participer à l'élaboration de leur propre avenir.

Intégration et échanges Nord-Sud

La culture se décline au pluriel et sur une multitude de territoires. Nous avons appris cela à Peuple et Culture par nos débats récurrents sur le rajout ou non d'un "s" à notre dénomination.

Nous savons que l'intégration ne peut plus se faire dans l'assimilation pure et simple, mais dans le respect et le dialogue des cultures, et aussi le rejet de toute

tentation communautariste.

Sans pour autant renier nos histoires respectives, le temps est venu de nous affranchir de notre passé colonial (comme cela vient d'être fait en Nouvelle-Calédonie), en recherchant avec nos nouveaux partenaires des pays du Sud (et notamment d'Afrique) un nouveau mode de dialogue et d'échange.

Cela implique quelques précautions :

- savoir se dégager d'une première contradiction née de la culpabilité de l'homme blanc et de la tentation de certains Africains à vouloir lui faire payer sa faute ;
- faire nôtre cette formule d'Amadou Hampaté Bâ : "La main qui donne est toujours au dessus de la main qui reçoit"...

Ces quelques principes intégrés, il n'y a plus de raison de résister à satisfaire notre "Besoin d'Afrique" (formule tirée du titre d'un ouvrage co-signé par Erik Orsenna, Fayard, 1992).

On y apprendra ensemble à coopérer, c'est-à-dire pas seulement à donner, pas seulement à prendre, mais à échanger. Malheureusement la situation trop inégalitaire de nos économies rend l'échange impossible sur ce terrain, c'est pourquoi, comme on le fait dire de façon apocryphe à Jean Monnet s'agissant de l'Europe : peut-être faut-il commencer par la culture ? Par la culture ou par les cultures ? En ce qui nous concerne, nous ne sentons pas d'urgence à trancher ce débat s'il permet de maintenir le mouvement dans un esprit de perpétuelle recherche. ■■■

Des livres en campagne

Le dernier numéro de la revue Alternatives rurales était consacré à la culture.

L'article reproduit ici illustre un des thèmes de ce dossier : s'il y a bien un dénominateur commun aux expériences culturelles en milieu rural, il ne s'agit pas tant du "rural" que de l'envie de créer une relation positive entre un acte culturel et la vie d'une petite communauté locale.

et voilà que l'on me demande de disserter sur la culture en milieu rural... C'est vraiment pas évident de rassembler ses idées sur le sujet, à l'heure où il s'agit de boucler la compta, de réfléchir aux premiers semis, où le téléphone ne cesse de sonner et où les réunions se succèdent sans trêve. Mais bon, depuis le temps que l'on parle de cette culture qu'il faudrait mettre sur le papier ! Me voici devant un feu de cheminée, à la main un stylo qu'un client m'a offert (c'est le monde à l'envers) pour venir vous raconter...

Au début il y a surtout un besoin : c'est celui de lire ; un plaisir : c'est celui de se plonger dans un bouquin pour aller découvrir le monde, des vies, des histoires, des émotions, au fil des pages, quelques minutes, quelques heures...

Mais le moindre livre coûte cher. Alors commencent les échanges avec les copains, et puis un jour, une évidence : mais pourquoi pas une bibliothèque, là dans ce villa-

ge, ce tout petit village ? Ce ne sera pas facile à mettre en place parce qu'ici, comme sûrement ailleurs, le livre reste encore tabou, une idée étrange...

Il faut une salle : il y a la grande salle des fêtes (l'école reconverte), mais elle est triste et sans vie, pas l'ombre d'une étagère et pas un sou en poche.

Il y a pourtant dans le couloir une belle armoire bibliothèque, mais le maire ne veut pas la mettre à notre disposition car elle renferme... des livres ! (Ceux de la bibliothèque de feu l'école !).

Tant pis, l'idée est lancée, et des caisses de pommes empilées les unes sur les autres feront l'affaire.

Et les bouquins ? Si, dans le département, il faut encore (à ce moment-là) plus d'une heure pour faire 50 km, certaines actions sont à la pointe. Et notamment celle d'un bibliobus itinérant, qui s'approvisionne auprès d'une bibliothèque départementale de prêt, et qui laisse dans les villages qui en font la demande des dépôts en gestion. C'est entièrement gratuit, c'est le Conseil Général qui finance. Le bibliobus passe tous les 6 mois récupérer le précédent dépôt, et à nous de choisir les livres qui constitueront le nouveau prêt.

C'est facile ; les responsables sont très sympa et ils vont donc débarquer dans notre vallée...

Et ça marche... Les gens viennent... Certains au début pour me faire plaisir, une autre en cachant les livres pour qu'au village on ne sache pas qu'elle aussi venait... L'été les enfants connaissent le rendez-vous et les vacanciers ont plaisir à venir. On aura jusqu'à 78 lecteurs...

Le temps passe. Et lorsque la municipalité construira les gîtes, il y aura au rez-de-chaussée une petite pièce bibliothèque et une salle pour les jeunes. Il faudrait des coussins, plus de temps, mais enfin...

Les enfants qui sont devenus des ados ont pris la relève et gèrent le dépôt. Les vidéos, les compacts disques sont venus compléter les possibilités de découverte. Des gens ont apporté leurs livres qui constituent maintenant un petit fonds de bibliothèque.

Il y a eu un jour une dame qui me dit "trouve-moi un autre livre que ceux que je choisis d'habitude parce que c'est toujours pareil"... Ce jour-là elle est repartie avec du Giono - ça, c'est ma fibre provençale ! -, et c'est comme cela qu'elle a délaissé Barbara Cartland... Ce fut ma plus belle récompense... C'est une petite goutte d'eau dans l'univers de ce qu'il y aurait à faire et à mettre en place.

La culture, puisque c'est ainsi qu'on la nomme, c'est peut-être pour moi la possibilité d'avoir les moyens de s'ouvrir sur l'extérieur en étant riche de toute l'histoire des lieux où l'on vit et de celle des hommes qui les habitent et les façonnent... Les livres y contribuent, ils en sont un maillon, et si l'on peut aider à s'y accrocher, c'est un petit pas de plus pour que la culture fasse partie intégrante de nos vies, de nos villages. Parce que pour moi il n'y a pas la culture des villes et la culture des champs. Celle des champs est juste un peu plus difficile d'accès mais on a l'habitude, non, des difficultés ? C'est pas ça qui va nous arrêter...

Geneviève Espeut*

* Geneviève Espeut est membre de Relier.

En prise avec l'actualité

En Corrèze

Un collectif sur l'Algérie a été créé en janvier 98. Peuple et Culture Corrèze en est partie prenante et membre actif depuis sa création. Ce collectif regroupe diverses associations (notamment Un jour pour l'Algérie, la Ligue des Droits de l'Homme, Amnesty International, la Ligue de l'Enseignement, les Francas), des partis politiques et des syndicats.

Il a pour objectif de mener un travail d'information et de sensibilisation de la population aux problèmes actuels de l'Algérie. Cette première phase est importante mais la mobilisation ne doit pas se limiter à cela, l'objectif étant de déboucher sur une forme de soutien plus active (par exemple : soutenir une association démocratique algérienne ou une association de femmes...).

L'adhésion de Pec Corrèze à ce collectif s'est traduite par :

- une action d'information, le 4 avril 98 : le collectif a installé des stands sur les marchés de Brive et de Tulle ; documentation, bibliographies, journaux, réalisation de panneaux sur l'histoire et la géographie de l'Algérie, documents Ne Pas Plier...
- l'organisation d'un Droit de Questions, le 29 avril 98, avec Madeleine Rebérioux, historienne et vice-présidente de la Ligue des Droits de l'Homme ; ce Droit de Questions qui a mobilisé 130 personnes a été l'occasion d'éclairer et de comprendre la situation algérienne à travers un retour sur l'histoire du pays, notamment ses difficultés à constituer une démocratie en lien

avec le colonialisme... ;

- la mise en place d'une Semaine du cinéma algérien en partenariat avec le cinéma Le Palace de Tulle.

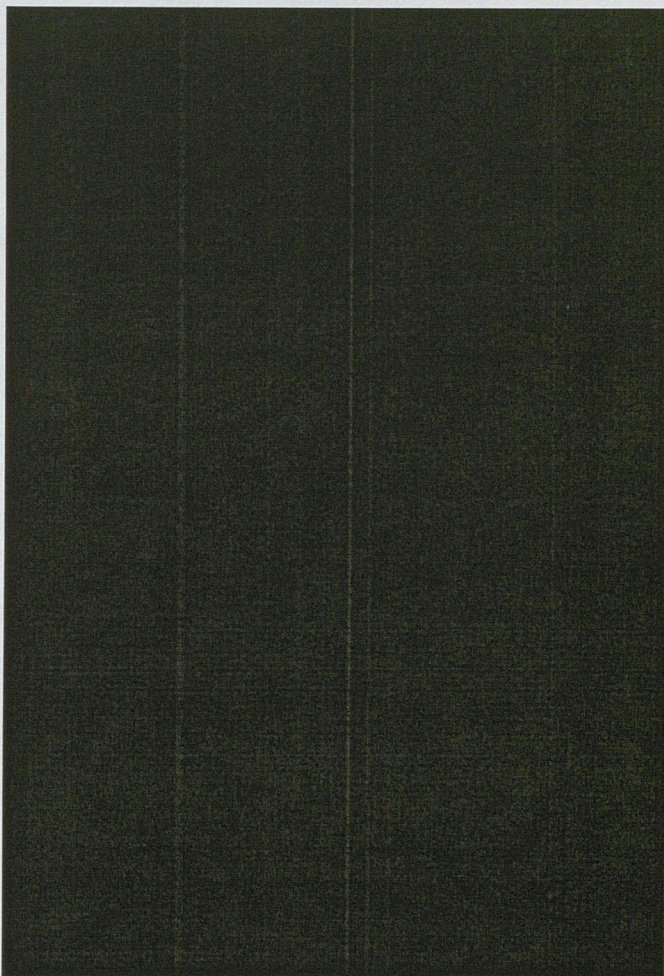
En projet : organiser un festival de musique et théâtre algériens en partenariat avec Un jour pour l'Algérie et le théâtre de Tulle.

Contact : Josette Pouget, Peuple et Culture Corrèze.

Dans le Finistère

Dans le cadre de la Semaine nationale d'éducation contre le racisme, le comité citoyenneté de

Brest - collectif associatif dont l'association pour la création Peuple et Culture 29 fait partie - a réalisé des affiches et des auto-collants, avec la contribution de Jean-Yves André, artiste peintre, et d'Hassan Massoudy, calligraphe irakien. Au-delà de cet événement, l'objectif d'un tel travail est de prolonger cette sensibilisation à la lutte contre le racisme pendant les 51 autres semaines de l'année... Pour se procurer des affiches et/ou des auto-collants, contacter Pec 29 : 02 98 82 54.



AFFICHE RÉALISÉE PAR L'ARTISTE JEAN-YVES ANDRÉ, À L'INITIATIVE DU COMITÉ CITOYENNETÉ DE BREST.

Maison des jeux : Charte des adhérents

"Association d'Education Populaire œuvrant au quotidien pour permettre l'accès au jeu à tous. Considérant le jeu comme objet culturel à part entière, comme facteur indispensable du développement et de l'épanouissement de chacun, comme fabuleux prétexte à échanges et rapprochement entre les cultures, les générations et les couches sociales.

Militant pour une pratique de l'activité ludique dans le respect et la tolérance et en dehors de tout enjeu de profit.

La Maison des Jeux de Grenoble s'inscrit :

- contre toute forme de racisme, de discrimination et d'exclusion,
- pour la constitution d'une société plus juste, plus solidaire et plus respectueuse de "l'autre", une société pluri-culturelle permettant la vraie participation de tous les citoyens qui la composent,
- pour la défense de la spécificité et de la liberté des associations de la Loi de 1901.

La Maison des Jeux s'engage, en parallèle, à respecter ces valeurs dans son fonctionnement interne et ses activités."

Quelques RDV de PEC

- Peuple et Culture Corrèze :
- propose un week-end au Festival des Francophonies (du 25 au 27 ou 28 septembre) comprenant l'hébergement, les repas et 4 spectacles.
- Renseignements : Peuple et Culture Corrèze : 05 55 26 32 25.
- organise, en partenariat avec l'Artothèque du Limousin, du 3

juillet au 26 septembre, une exposition "Sortir la tête" qui rassemble des travaux résultant tous d'une expérimentation sociale, catalysée par une pratique artistique singulière. Au programme : des travaux photographiques de Marc Pataut, des performances de Majida Khattari, des espaces de débat animés par le groupe du Kiosque, des images de Gérard Paris-Clavel.

• Peuple et Culture Loire-Atlantique organise en partenariat avec l'Université de Nantes une série de cinq rencontres sur le thème "Pour quoi la famille ?". La première rencontre aura lieu le 9 octobre 1998 autour d'une "Histoire de la famille au XX^{ème} Siècle".
Renseignements : Peuple et Culture Loire-Atlantique : 02 40 48 42 37.

Internet pour tous

Peuple et Culture, en tant que mouvement d'éducation populaire, contribue à un développement culturel démocratique et à ce titre se doit d'aborder le sujet des nouvelles technologies dans notre société (leur place, leur utilisation, leur impact...). C'est dans cet esprit qu'à l'IFAD Pailade à Montpellier, nous sensibilisons et nous informons les différents publics que nous accueillons, sur l'utilisation de ces nouvelles technologies. Nous menons également une réflexion autour des notions de communication et d'information, et nous favorisons par nos différentes actions une meilleure connaissance du cyberspace (surf sur le web, création de

pages web...).

L'accès à Internet et à toutes ses fonctionnalités génère chez les jeunes en difficulté des craintes ainsi qu'un sentiment d'incompétence et d'ignorance, donc une sensation d'inégalité, soulignant ici à la Pailade un risque déjà présent de marginalisation.

C'est dans un souci d'égalité des chances que nous avons mis en place depuis le mois de juin, un créneau horaire (mercredi de 14 à 17h00) réservé aux jeunes du quartier pour accéder à Internet... A suivre... Pour plus d'informations : pecifad@mnet.fr

Attac est né !

Le 3 juin dernier, l'association Action pour une Taxe Tobin d'Aide aux Citoyens (Attac) a été créée avec pour objectif de produire de l'information sur tous les aspects de la domination de la sphère financière et d'agir contre elle aux niveaux national, européen et international. Attac s'est fondé autour d'un collectif de publications (Le Monde Diplomatique, Charlie Hebdo, Politis, Témoignage Chrétien, Transversales Sciences/Culture), de syndicats et d'associations. Les structures sont maintenant en place pour accueillir toutes celles et tous ceux qui, par milliers, ont déjà fait connaître leur intention de lutter contre l'emprise étouffante des "marchés" et de la finance. A partir de la rentrée, des comités locaux d'Attac devraient se constituer dans les principales villes de France. De multiples contacts internationaux sont également en cours pour que se coordonnent les initiatives du même type déjà prises dans plusieurs pays.

Pour s'informer sur Attac et y adhérer : 9 bis rue de Valence, 75005 Paris, Tél. : 01 43 36 30 54, ou le site internet de l'association : <http://Attac.org>

Pour l'accueil et la protection des Algériens

Face à la multiplication des massacres en Algérie et à une politique française qui relève souvent de la "non-assistance à personnes en danger", plusieurs associations (Cimade, Droits Devant, Gisti, LDH, Peuple et Culture...) se sont réunies pour lancer, à l'automne 98, une "Campagne pour l'accueil et la protection des Algériens" qui réclame, notamment, l'arrêt des renvois forcés d'Algériens à partir de la France, l'instauration d'une politique libérale de délivrance des visas, la fin des refoulements des Algériens aux frontières, un large accès à l'asile territorial, le bénéfice des dispositions favorables de la loi Chevenement...

Texte d'appel et liste des organisations déjà signataires disponibles à Peuple et Culture.

Promotion de l'auto-emploi en milieu rural

Tel est le titre du tout nouveau guide méthodologique diffusé par Peuple et Culture sur la base des pratiques des sites de l'Atip (Association de formation et d'information pour le développement d'initiatives rurales), de Culture et Promotion et de Peuple et Culture.

Raymond Mariet nous a quittés

Comme s'il avait tenu à ne pas manquer de nous dire adieu, Raymond est venu une dernière fois, depuis le Tarn-et-Garonne, participer à une réunion au siège de Peuple et Culture... Aussitôt après avoir quitté la rue Saint-Maur, il est allé embrasser ses enfants et petits enfants... et puis sa route s'est arrêtée là, brutalement, sur le quai de la gare Montparnasse le 14 février dernier.

Juste un dernier moment de présence avec nous, par crainte que nous oubliions ce qu'étaient ses convictions militantes, ce qu'était son accent du terroir que seul à Peuple et Culture Benigno Cacérès savait parfaitement imiter. Les plus anciens gardent le souvenir vivant de leurs discussions passionnées certes, mais bien amicales puisqu'ils partageaient les mêmes conceptions de la justice sociale, du droit de savoir et de l'accès à la culture, et bien d'autres valeurs encore.

Madame Mariet, son épouse, m'a confié : "Vous savez, Raymond avait deux seules passions dans sa vie : sa famille et Peuple et Culture". Je me demande si ces deux passions de fait n'en faisaient pas qu'une, tant il voulait qu'elles soient communicatives.

Le jour de ses obsèques, ses petits-enfants ont tenu, à leur façon, à lui exprimer leur admiration et leur amour, laissons leur la parole :

Raymond est resté lié aux valeurs qu'il partageait dans tous ses actes de militant avec tant d'amis syndicalistes, anciens déportés du travail, et surtout de Peuple et Culture, mouvement fidèle à l'éthique de Condorcet, écrivait Joffre Dumazedier, mouvement de croyants et d'incroyants qui a combattu pour rendre la Raison populaire par l'instruction et l'information de tous, à tous les âges, car l'histoire a confirmé hélas ! ce qu'affirmait Goya dès le siècle des Lumières "Le sommeil de la raison enfante des monstres".

Raymond, tu disais : l'éducation populaire est le produit d'un mouvement social en lutte contre les inégalités et les injustices. Elle est guidée par des valeurs démocratiques qu'elle enrichit de valeurs culturelles. Elle lutte contre une culture de classe qui se caractériserait par l'accaparement des valeurs culturelles les plus vivantes par des minorités privilégiées.

Nous refusons de considérer comme inéluctable le fait qu'il y ait des catégories de "laissés pour compte", de marginaux, d'exclus.

A ces valeurs, nous demandons à ceux qui viendront après nous, à ceux du 21ème siècle, de rester fidèles.

Tentons, nous aussi, de rester fidèles à ces valeurs.

Maurice Lefeuve

108-110 rue Saint Maur
75011 Paris
Tél. : 01 49 29 42 80
Télécopie : 01 43 57 62 42

Associations adhérentes :

- Peuple et Culture Corrèze
rue Louis Mie - 19000 Tulle
Tél. : 05 55 26 32 25 - Télécopie : 05 55 26 88 95
- Peuple et Culture Haute-Normandie
2 rue Saint Gorgon - BP 5 - 76380 Canteleu
Tél. : 02 32 83 35 77 - Télécopie : 02 32 83 35 78
- Peuple et Culture Languedoc-Roussillon
18 rue Delmas - 34000 Montpellier
Tél. : 04 99 13 32 33 - Télécopie : 04 99 13 32 30
- Peuple et Culture Loire-Atlantique
3 rue de Rieux - 44000 Nantes
Tél. : 02 40 48 42 37 - Télécopie : 02 40 48 42 61
- Peuple et Culture Puy-de-Dôme
3 rue Gaultier de Biauzat - 63000 Clermont-Ferrand
Tél. : 04 73 36 05 36 - Télécopie : 04 73 36 38 36
- Peuple et Culture Rhône-Alpes
C/O Gérard Chagniel,
170 galerie Arlequin - Apt. 8419 - 38100 Grenoble
- Peuple et Culture Tarn et Garonne
Ancien Collège, Maison de la Culture - 82000 Montauban
Tél. : 05 63 63 11 31

Associations affiliées :

- Accueil Paysan
9 rue de la Poste - 38000 Grenoble
Tél. : 04 76 87 73 75 - Télécopie : 04 76 87 73 21
- Asfodel
Le Pradel - 07170 Mirabel
Tél. : 04 75 36 74 34 - Télécopie : 04 75 36 76 02
- Association pour la création
de Peuple et Culture 29
4 rue Augustin Morvan - 29200 Brest
Tél. : 02 98 00 82 54 - Télécopie : 02 98 00 83 04
- CREFAD
9 rue Sous les Augustins - 63000 Clermont-Ferrand
Tél. : 04 73 31 50 45 - Télécopie : 04 73 31 15 26
- Maison des Jeux
9 rue de la Poste - 38000 Grenoble
Tél. : 04 76 43 28 36 - Télécopie : 04 76 43 43 07
- Relier
9 rue de la Poste - 38000 Grenoble
Tél. : 04 76 87 73 75
Télécopie : 04 76 87 73 21

Les IFAD de PEC Languedoc-Roussillon

- Ifad Institut
18 Av. de Maurin - 34000 Montpellier
Tél. : 04 99 13 30 50 - Télécopie : 04 99 13 30 60
- Ifad Espérazza
Place Elie Sermet - Zone artisanale - BP 46
11260 Espérazza
Tél. : 04 68 74 28 84 - Télécopie : 04 68 74 25 55
- Ifad Ganges
Maison de l'Entreprise - Place Jules Ferry - 34190 Ganges
Tél. : 04 67 73 64 05 - Télécopie : 04 67 73 58 83
- Ifad Lodève-Gignac
10 bis rue de la Sous Préfecture - 34700 Lodève
Tél. : 04 67 44 10 66 - Télécopie : 04 67 44 25 12
- Ifad Nîmes
36 rue Florian - 30000 Nîmes
Tél. : 04 66 23 23 45 - Télécopie : 04 66 23 20 54
- Ifad Paillade
Cité Uranus - Apt 546 - rue de Bari
34080 Montpellier
Tél. : 04 67 45 51 10
Télécopie : 04 67 03 41 69